

La Lettre du CRJFC



Au sommaire de ce numéro

Éditorial

Interventions des membres du CRJFC

Publications des membres du CRJFC

Manifestations 2^e semestre 2021

Appels à contributions

Vie du laboratoire

Éditorial : le retour !?

Pour le retour de l'être aimé, du voyageur, après un long temps d'absence, on s'ingénie parfois à faire le grand ménage et à dresser un grand banquet... Le CRJFC, demain, las du temps suspendu, sortira tout ce qui lui semble bon pour l'intellect. Ce n'est pas le retour de l'un, mais de toutes et tous en un lieu où l'on va reprendre des discussions qui ne sont plus parasitées par les mauvaises connexions, porter un toast, se rêver à défendre des idées de projets. Les membres du CRJFC reviennent avec ce type d'intention, en réorganisant des colloques à Besançon. Le premier, comme un clin d'œil très involontaire à la fragilité de la situation portera sur *La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé* (ENVISANTÉ) (dir. Amanda Dubuis et Béatrice Lapérou-Schneider). Il se déroulera en hybride les 16 et 17 septembre. Poursuivant ses recherches comparatives sur l'arbitrage et les modes amiables de règlement des différends, le CRJFC proposera le 23 septembre un webinaire *L'articulation entre la médiation et l'arbitrage : concurrence ou complémentarité ?* (dir. Filali Osman). Le partenariat avec le Centre d'études et de recherches olympiques universitaires, dans la dynamique des JO 2024 de Paris débutera ce 24 septembre avec le colloque *Olympisme et droit : la gouvernance des instances de l'olympisme* (dir. Eric Monnin, Pascal Kamina, Béatrice Lapérou-Schneider). Les économistes du CRESE et les juristes travailleront de concert à l'organisation de la Conférence de l'Association française d'économie du droit (dir. Yves Oytana, Marc Deschamps, Catherine Tirvaudey), avec des ateliers destinés aux juristes, les 14 et 15 octobre. Nos doctorants s'intéresseront au thème de « L'accès au juge », l'espace d'une journée, le 9 novembre. Enfin, comme pour fermer le cercle et intéresser plus spécifiquement les publicistes et les politistes, une journée d'études consacrée aux *inégalités territoriales saisies par le prisme financier* (dir. Matthieu Houser), se déroulera le 25 novembre. Le voyageur peut donc bien revenir, les étudiants, les professionnels et les universitaires avec lui... Le CRJFC a remis de l'ordre dans ses affaires.



Interventions des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Carolane Audy

« Le statut contentieux du Président de la République », *Journée des doctorant.e.s du CRJFC*. « Immunité/impunité » Besançon, 26 février 2021.

Juliette Brunie

« Commentaire. Panel 1 », journée *Chronique judiciaire et mémoire du nazisme*, Besançon, MSHE, 3 juin 2021

Renaud Bueb

« Le statut des animaux de la forêt dans l'ordre juridique libéral du XIX^e siècle », *La forêt. Maison des bêtes (?)*. *Journée d'études du Groupe d'histoire des forêts françaises*, 29 janvier 2021.

« Épidémies, solidarités, vulnérabilités (regard historique) », avec Jérôme Melet, webinar *Risques collectifs liés aux vulnérabilités durant la pandémie de COVID-19*, 18 juin 2021, I. Corpart, J. Mattiussi et Y. Leroy (dir.) : <https://www.youtube.com/watch?v=7RaKpT2vPHs>

Alexandre Ciaudo

« La place du secrétaire général du Conseil constitutionnel dans le procès constitutionnel », in *Le Conseil constitutionnel la déontologie et la transparence*, colloque des 10 et 11 juin 2021, Paris II, E. Lemaire et T. Perroud (dir.)

« Oralité et mesures d'instruction », in *L'oralité dans le procès administratif*, colloque d'Orléans, 24 et 25 juin 2021, F. Blanco (dir.).

Caroline Decoster

« L'action précède le droit ou l'injustice institutionnalisée ? L'exemple de la fiducia en droit romain », Webinar *Juris Diversitas*, 7th general conference, 9-11 June 2021.

Hélène De Pooter

« Établir un mécanisme mondial pour l'accès équitable aux produits de santé élaborés à partir du partage des agents pathogènes et des séquences génétiques : Proposition en vue de l'élaboration d'un droit sanitaire international », *Les enseignements de la crise sanitaire de la COVID-19 pour le droit international et européen*, IREDIES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 25 mai 2021.

« Vers un traité sur les pandémies ? », communication dans le cadre de la Branche française de l'*International Law Association (ILA)*, Paris, 18 mai 2021.

« Les prochains défis de l'OMS », intervention dans le cadre de l'école d'été en droit international appliqué de l'Université de Sherbrooke (Canada), 17 mai 2021.

Amanda Dubuis

« L'indemnisation des accidents non fautifs en droit français », Présentation d'un rapport de recherche franco-thaïlandais sur l'indemnisation des accidents médicaux non fautifs (Niramai Phitkhae Manjit), Bangkok (visioconférence), 28 mai 2021.

Tristan Gheidene

« L'immunité/impunité du gérant associé unique qui cause un préjudice à la société », *Journée des doctorant.e.s du CRJFC*. « Immunité/impunité », Besançon, 26 février 2021.

Élodie Hartmann

« L'Édit de février 1556 : l'ordo iudiciarius à l'épreuve de l'infanticide », *L'infanticide de l'Antiquité au milieu du XIX^e siècle (Europe, Amériques coloniales et postcoloniales)*, Colloque international et pluridisciplinaire organisé par l'Université d'Artois (laboratoire CREHS) et l'Université de la Vallée d'Aost, Arras, 19-21 mai 2021, P. Hepner, E. Taddia, M. Valdher (dir.)

Kahina Khadraoui

« Immunité/impunité. Propos introductifs », *Journée des doctorant.e.s du CRJFC*. « Immunité/impunité », Besançon, 26 février 2021.

Béatrice Lapérou-Schneider

« La dangerosité : tous concernés - Exercice de légistique autour d'un enjeu sociétal et pénal », Soirée-débat organisée par les M2 contentieux sous la direction de B. Lapérou-Schneider, Besançon, 13 janvier 2021.

« De quelques aspects contemporains du droit pénal du travail », Conférence en ligne organisée avec R. Salomon, avocat général à la cour de cassation (chambre criminelle), professeur associé à l'université de Paris Dauphine et M. Segonds, Professeur à l'Université de Toulouse, 24 mars 2021.

Christine Lebel

« La protection du nom du vin », Colloque *La protection du vin*, R. Bouniol (dir.), Narbonne (visioconférence), 25 juin 2021.

Vincent Lebrou

« Dépenser les fonds structurels européens : entre ajustements institutionnels quotidiens et intériorisation de l'impératif de maîtrise des finances publiques », Séminaire du Groupe de recherche sur les affaires budgétaires (GRAB), Paris, Bercy, 20 mai 2021.

« Résister à bas bruit » aux injonctions de la politique de la ville : quand les classes populaires font du jardinage urbain une instance de politisation des rapports sociaux », (avec Romane Joly), 8^e Congrès de l'ABSP et 9^e Congrès du CosPof, Bruxelles, 7-9 avril 2021.

« Résister pour mieux rester dans le jeu : sur l'appropriation des normes européennes par les gestionnaires et bénéficiaires de fonds européens à l'échelon local », 8^e Congrès de l'ABSP et 9^e Congrès du CosPof, Bruxelles, 7-9 avril 2021.

Interventions des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021



Chantal Mathieu

séminaire : *Le droit à la preuve*, Direction Institut du travail de Strasbourg, séminaire destiné aux conseillers prud'hommes salariés de Bourgogne Franche-Comté, 20 mai et 7 juillet 2021.

« Les modes de règlement amiable des conflits collectifs », colloque *La médiation dans les perspectives de travail*, IRTS, Besançon, 11 juin 2021, C. Tirvaudey (CRJFC) et C. Martinez (IRTS) (dir.)

Jérémy Pidoux

« L'accès au juge pénal », *Café des doctorant.e.s du CRJFC*, Besançon, 24 mars 2021.

Rémy Prouvèze

« Immunité et Cour européenne des droits de l'homme », *Journée des doctorant.e.s du CRJFC*. « Immunité/impunité », Besançon, 26 février 2021.

Xiaowei Sun

« General principles and sector-specific rules in Chinese administrative procedures », *Administrative procedures : general principles and sector-specific rules*, Milan, 2021, G. Della Cananea et J.-B. Auby (dir.)

**Interventions des
membres du CRJFC
Janvier - Juin 2021**

Carolane Audy

« Le statut contentieux du Président de la République », *Les Cahiers du CRJFC*, 2, juin 2021, p. 55-63.

Henri Bouillon

Le droit administratif à l'ère de la gouvernance. Les idées politiques du droit administratif, Mare et Martin, 2021.



« Le préfet et la pandémie : comment le coronavirus révèle les transformations de l'État », *The conversation France*, 16 juin 2021 (<https://theconversation.com/le-prefet-et-la-pandemie-comment-le-coronavirus-revele-les-transformations-de-letat-162194>).

« La laïcité ne justifie pas la suppression des menus de substitution dans les cantines scolaires », *AJCT*, 2021, n°3, p. 157.

« Le Conseil d'État définit l'apport de la loi ELAN en matière de régularisation des autorisations d'urbanisme », *AJCT*, 2021, n°1, p. 51.

« Le préfet : Quel nouveau rôle dans l'organisation administrative française ? », *Vie-publique.fr*, rubrique « Parole d'expert », commande de la DILA (<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/277854-le-prefet-quel-nouveau-role-dans-lorganisation-administrative>).

Anne Brobbel Dorsman

« "Je vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître", ou une cohérence sociétale écervelée », Marie-Christine Sordino, Christine Lebel, Karine Rodriguez, Marie-Andrée Rakotovahiny, Catherine Malecki (dir.), *Rencontres multicolores autour du Droit : Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibirila*, Presses universitaires de Toulouse 1-Capitole, 2021, p. 161s.

Juliette Brunie

« L'affaire du siècle, une illustration du recours aux dommages et intérêts symboliques », *Énergie, environnement, infrastructures*, avril 2021.

« La représentation équilibrée des femmes et des hommes, une exigence étonnamment limitée aux listes syndicales », *Droit social*, n°3, 2021, p. 248s.

Renaud Bueb

« 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 ans et plus : Didascalies historiques sur le temps du pouvoir », *Politeia*, n°38, 2020 (parution en juin 2021), p. 417-443.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Alexandre Ciaudo

« Le caractère inquisitoire du procès administratif et le pouvoir discrétionnaire du juge », *RFDA*, 2021, p. 33.

Olympe Dexant-de Bailliencourt

« Say on pay : vers une interprétation extensive du vote ex post individuel », *Droit des sociétés*, 2021, n°6, comm. 80.

« Amundi, première société cotée à préserver la démocratie actionnariale en cas de huis clos », *Droit des sociétés*, n°6, 2021, repère 6.

« AG des sociétés cotées postérieures au 1er avril 2021 : comment basculer d'une assemblée « physique » à une assemblée "à huis clos" ? », *Droit des sociétés*, n°4, 2021, p. 42-45.

« Pas de recours autonome contre la notification des griefs de l'AMF », *Droit des sociétés*, n°3, 2021, p. 33-35.

« L'abaissement du seuil de l'OPR, une aubaine pour les minoritaires de la société Bourrelier Group », *Droit des sociétés*, n°2, 2021, p. 31-35.

« La prolongation de l'ordonnance AG : une prolongation de l'atteinte à la démocratie actionnariale pour la prochaine saison des assemblées générales de sociétés cotées ? », *Droit des sociétés*, n°1, 2021, p. 255.

Amanda Dubuis

Droit de la santé, Bréal, 2021.



« Kinésithérapeute – agression sexuelle – état pathologique rendant dangereux l'exercice de la profession – suspension temporaire du droit d'exercer la profession – suspension non limitée à la patientèle féminine », comm. sous CE, 5^ech., 2 juillet 2020, n°431101, *RGDM*, 2021, n°79, p. 198.

« Pharmacien – communication dans les médias – interdiction de publicité – interdiction de la concurrence déloyale – qualification du préjudice subi par les officines concurrentes », comm. Sous CE, 5^e et 6^ech. réunies, 22 juillet 2020, n°431963, *RGDM*, 2021, n°79, p. 196.

« Pédicure-podologue – interdiction de publicité – article de presse – publicité indirecte – sanction d'une publicité même lorsque le praticien n'en est pas à l'initiative », comm. Sous CE, 5^e et 6^ech. réunies, 23 décembre 2020, n°425963, *RGDM*, 2021, n°79, p. 195.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Charles Fortier

« De la protection fonctionnelle à la protection des fonctions », éditorial, *AJFP*, janv.-fév. 2021, n°1, p. 1.

« La loi du 6 août 2019, ou comment développer le statut "en même temps" que le contrat », *Revue du droit public*, 2021, n°1, p. 111-120.

« Petit ramonage pour la flamme des 25 bougies », éditorial, *AJFP* mai-juin 2021, n°3, p. 121.

Christophe Geslot

« Présidentialisme démocratique, quinquennat et responsabilité politique », *Politeia*, n°38, 2020 (parution en juin 2021), p. 465-477.

Tristan Gheidene

« L'immunité/impunité du gérant associé unique qui cause un préjudice à la société », *Les Cahiers du CRJFC*, 2, juin 2021, p. 33-37.

Marc-Antoine Granger

« Introduction », dossier *Les vingt ans du quinquennat*, *Politeia*, n°38, 2020 (parution en juin 2021), p. 411-416.

« Le référendum constituant sur le quinquennat et le Conseil constitutionnel », *Politeia*, automne 2020 (parution en juin 2021), n° 38, p. 445-464.

« Le chef de l'État et la gendarmerie nationale : "l'épée cède à la toge" », in Xavier Latour (dir.), *La gendarmerie dans l'État*, L'Harmattan (coll. « Sécurité & Société »), 2021, p. 109-133.

Code de la sécurité intérieure Dalloz, 4e éd. 2021. Annotations et commentaires des titres I et IV (principes généraux de la sécurité intérieure ; déontologie de la sécurité publique) du Livre Ier ainsi que des livres IV (police et gendarmerie nationales), V (polices municipales) et VI (activités privées de sécurité).

Élodie Hartmann

« *L'homo criminalis* et la folie dans l'œuvre médico-légale de Fodéré. Un syncrétisme criminologique », Lorraine Chappuis, Frédéric Chauvaud, Marc Ortolani, Michel Porret (dir.), *Faire parler les corps. François-Emmanuel Fodéré, à la genèse de la médecine légale moderne*, PUR, 2021, p. 111-123.

Matthieu Houser

« Aux origines des disparités de dépenses des départements français : une analyse empirique (2006-2016) », (avec Marie-Line Duboz et Julie Le Gallo) *Revue d'économie politique*, vol. 132/2, 2021, p. 223-247.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Pascal Kamina

Droit de la communication audiovisuelle, LGDJ, 2021.



« La CEDH contribue à la définition des principes fondamentaux applicables à l'exploitation du droit d'auteur. CEDH, 8 déc. 2020, n°47384/07, AsDAC vs République de Moldavie », *Communication commerce électronique*, n°3, 2021, p. 22-25.

« Précisions sur les conditions d'exercice du droit à révision pour imprévision de l'art. L. 131-5 du Code de la propriété intellectuelle... dans l'attente de la transposition de l'art. 20 de la directive 2019/790 ». Note sous CA Paris, pôle 5, chambre 1, 17 nov. 2020, n° 19/01989, E vs SAS Éditions Lito, *Communication commerce électronique*, n°3, 2021, p. 25-27.

Kahina Khadraoui

« Immunité/impunité. Propos introductifs », *Les Cahiers du CRJFC*, 2, juin 2021, p. 27-32.

Béatrice Lapérou-Schneider

Droit pénal du travail, Lextenso/Gualino (coll. « Mémento »), 2021.



« La protection de la santé des salariés dans le contexte de la Covid 19 - Questions pénales », *JCP social*, 2021, Étude 1049.

« De quelques aspects contemporains de la délégation de pouvoirs en droit pénal du travail », co-écrit avec R. Salomon, *JCP social*, 2021, n°1159.

« Action publique, action civile », *Juris-classeur synthèse*, mise à jour juin 2021.

« La partie civile », *Dictionnaire Lamy Droit pénal général*, 2021.

« La femme du boulanger, le travail dissimulé et l'entraide familiale », note ss Cass crim. 26 mai 2021, n° 20-85.118, *JCP* 2021, n°641.

« Le cumul de sanctions pénales et disciplinaires ne porte pas atteinte au principe *non bis in idem* », obs. ss CEDH, 29 sept. 2020, n°59389/16, Bernard Faller c/ France et n°59392/16, Michel Steinmetz c/ France, *RGDM* 2021, n°79, p. 201.

« Le cumul de sanctions pénales et disciplinaires ne porte pas atteinte au principe *non bis in idem* », obs. ss CEDH, 29 sept. 2020, n°59389/16, Bernard Faller c/ France et n°59392/16, Michel Steinmetz c/ France, *RGDM* 2021, n°79, p. 201.

« Pourvoi en cassation et qualité de partie à l'instance », obs. ss CE, 5^e et 6^e chambres réunies, 10 juin 2020, n°423543, *RGDM* 2021, n°79, p. 206.

Lamy Droit pénal des affaires 2021, actualisation des chapitres :

- Introduction au droit pénal du travail
- Le droit pénal des accidents au travail
- Le harcèlement moral au travail
- Le harcèlement sexuel au travail
- Le droit pénal et discrimination au travail
- Les délits d'exploitation par le travail
- Les entraves et atteintes aux instances représentatives du personnel et aux droits y afférents
- Le travail dissimulé

Cédric Latil

« Trouble anormal du voisinage et procédure civile – Cessation du trouble ayant pour origine des espèces protégées et tierce opposition », *RD rur*, 2021, n°494, comm. 183.

« Les sons et odeurs de la campagne : d'une intégration au patrimoine commun de la national vers une éventuelle réforme de la responsabilité pour troubles anormaux du voisinage », *RLDC*, n°6, 2021, p. 405.

« Enfant déplacé de manière illicite et risque de privation des droits parentaux », *AJ Famille*, n°4, 2021, p. 243s.

« Transcription intégrale de l'acte de naissance d'un enfant né d'une gestation pour autrui : vers une solution de principe ? », *AJ Famille*, n°1, p. 54s.

Christine Lebel

« La personne morale à l'épreuve du droit des entreprises en difficulté : le sort de la société débitrice en liquidation judiciaire », Marie-Christine Sordino, Christine Lebel, Karine Rodriguez, Marie-Andrée Rakotovahiny, Catherine Malecki (dir.), *Rencontres multicolores autour du Droit : Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibrila*, Presses universitaires de Toulouse 1-Capitole, 2021, p. 185s.

Rencontres multicolores autour du Droit : Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibrila, (dir. avec Marie-Christine Sordino, Karine Rodriguez, Marie-Andrée Rakotovahiny, Catherine Malecki), Presses universitaires de Toulouse 1-Capitole, 2021, 880 p.



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

Nombreuses contributions dans Bernard Soinne (†), Michel Menjucq et Bernard Saintourens (dir.), *Traité des procédures collectives*, LexisNexis, 2021.

« Diversité des choix de la structure individuelle », N. Jullian, S. Tisseyre et A. de Bissy (dir.), *Les Structures individuelles*, PU Toulouse 1-Capitole, 2021, p. 57-75.

« Le foncier viticole en France : du portage familial aux nouvelles formes de portage collectif », Th. Georgopoulos, A. Kanyinda, E. Leclercq, A. Melin, A. Ringeval-Deluze, A. Sévilla, Y. Tesson, B. Verdier (dir.), *La Vigne et le vin, Transformation des filières et des acteurs*, L'Harmattan, 2021, p. 95-108.

« Prestation ne portant pas sur une somme d'argent : absence de dérogation de l'article L. 641-11-1, IV aux règles de droit commun » (note sous Cass. com., 9 oct. 2020, n°19-10.685 et Cass. com., 9 oct. 2020, n°19-14.388), *RD rur.*, févr. 2021, comm. 39.

« Rachat par un GFA de ses propres parts sociales : taux applicable ? » (note sous Cass. com., 24 juin 2020, n°17-19.951), *RD rur.*, févr. 2021, comm. 40.

« Identification et accompagnement des agriculteurs en difficulté et prévention du suicide ou les 4 R à méditer et à partager : Repos, Recul, Réseau, Rebond », *RD rur.*, mars 2021, Focus 45.

« La perte de la personnalité morale d'une société coopérative agricole pour cause de défaut d'immatriculation au RCS (note sous Cass. 1^e civ., 6 janvier 2021, n°19-11.949 et Cass. 1^e civ., 6 janvier 2021, n°19-11.948), Lexbase Hebdo - Edition Affaires du 4 févr. 2021, n°664.

« Restitutions consécutives à l'annulation d'un contrat d'intégration : qui et combien ? » (note sous Cass. 1^e civ., 25 nov. 2020, n°18-24.769), *RD rur.*, mars 2021, comm. 60.

« Associé d'une société agricole : incidence de l'affiliation à la MSA » (note sous CA Pau, 2^e ch., sect. 1, 23 janv. 2020, n°19/00877), *Rev. proc. collec.*, mars 2021, comm. 48.

« Liquidation judiciaire : absence de résiliation automatique du bail rural » (note sous CA Nancy, 2^e ch. civ., 12 déc. 2019, n°19/00552 et CA Nancy, 2^e ch. civ., 12 déc. 2019, n°19/00526), *Rev. proc. collec.*, sept. 2020, comm. 138.

« Associé d'une société agricole : incidence de l'affiliation à la MSA » (note sous CA Pau, 2^e ch., sect. 1, 23 janv. 2020, n°19/00877), *Rev. proc. collec.*, mars 2021, comm. 48.

« Mise à disposition d'une société d'exploitation – Résiliation en cours de période d'observation » (note sous Cass. 3^e civ., 12 nov. 2020, n°19-18.811), *Rev. proc. collec.*, mars 2021, comm. 49.

« La sanction du non-respect de la répartition des droits de vote entre nus-propriétaires et usufruitiers » (note sous Cass. com., 13 janv. 2021, n°19-13.399), *RD rur.*, juin 2021, comm. 171.

« Conditions de la poursuite de la convention de mise à disposition d'un bail rural après le décès du preneur, associé-exploitant de la société exploitante » (note sous Cass. 3^e civ., 22 oct. 2020, n°18-20.127), *RD rur.*, juin 2021, comm. 172.

« Nature de la créance de restitution de l'annulation de l'adhésion à un GAEC ayant fait l'objet d'un redressement judiciaire » (note sous Cass. com., 20 janv. 2021, n°19-19.424), *RD rur.*, juin 2021, comm. 173.

« Réparation d'un abus de majorité pour cause de rémunérations forfaitaires versées à des associés-gérants » (note sous Cass. 3^e civ., 14 janv. 2021, n°19-17.026), *RD rur.*, juin 2021, comm. 174.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

« Inefficacité de la renonciation au bénéfice du statut des baux commerciaux en cas de baux dérogatoires successifs » (note sous Cass. 3^e civ., 22 octobre 2020, n°19-20.44), *Rev. Loyers*, jan. 2021, p. 12.

« L'action tendant à voir réputer non écrite une clause du bail et les délais de paiements rétroactifs accordés au preneur » (note sous Cass. 3^e civ., 22 octobre 2020, n°19-20.44), *Rev. Loyers*, févr. 2021, p. 66.

« Impossibilité de transiger pour le locataire e redressement judiciaire sans l'autorisation préalable du juge-commissaire » (note sous Cass. 3^e civ., 20 janvier 2021, n°19-20.076), *Rev. Loyers*, mars 2021, p. 115.

« Non-plafonnement de l'indemnité d'éviction pour absence d'atteinte disproportionnée au droit de propriété du bailleur » (note sous Cons. Const., 5 mars 2021, décision n°2020-887), *Rev. Loyers*, avril 2021, p. 173.

« Notion de propriété commerciale d'un preneur d'un bail commercial » (note sous Cass. 3^e civ., 11 mars 2021, n°20-13.639), *Rev. Loyers*, mai 2021, p. 224

« Paiement d'un acompte sur l'indemnité d'expropriation au locataire » (note sous Cons. Const., décision n°2021-897 QPC du 16 avril 2021), *Rev. Loyers*, juin 2021, p.275

« Régularisation par l'administrateur dans le délai pour exercer un recours » (obs. sous CA Chambéry 8 oct. 2020, n°19/01956), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 30.

« Fonctionnement du compte bancaire » (note sous CA Montpellier, 24 nov. 2020, n°17/06666), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 31.

« Absence de qualité pour représenter le débiteur » (obs. sous CA Versailles, 3 déc. 2020, n°19/05939), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 32.

« Critères de la mission d'administration plénière » (obs. sous CA Versailles 10 nov. 2020, n°20/02549 et 20/02550), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 33.

« Caractère insuffisant de l'inventaire » (obs. sous CA Bordeaux, 17 nov. 2020, n°19/05537), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 34.

« Notion de plan de redressement, partenariat économique » (obs. sous CA Toulouse 16 déc. 2020, n°20/02233), *Rev. Proc. Collec.*, 2021, comm. 35.

Vincent Lebrou

(avec Romane Joly) « Des jardins pour maintenir l'ordre ? Enquête dans un quartier populaire strasbourgeois », *Carnets de géographes*, n°15, 2021.

« Was steckt hinter den "partizipativen Listen" ? – Analyseelemente aus dem französischen Kommunalwahlkampf 2020 », (avec Guillaume Gourgues et Jessica Sainty), *Frankreich Jahrbuch – Soziale und territoriale Ungleichheiten vor dem Hintergrund der Gelbwestenkrise*, Springer VS, Wiesbaden, 2020, p. 157-177

Chantal Mathieu

« Accepter une rétrogradation disciplinaire n'est pas approuver la sanction », note sous Cass. Soc. 14 avril 2021, *Dalloz étudiant*.

« Licenciement lié au port d'un signe religieux : mode d'emploi pour échapper à la discrimination », note sous Soc. 14 avril 2021, *Dalloz étudiant*.

« La preuve d'une injure ou d'une discrimination sexiste », note sous Soc. 16 et 17 mars 2021, *Dalloz étudiant*.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

« L'ambivalence du droit du travail illustré par le travail des enfants, (à l'occasion du 180^e anniversaire de la première loi sociale) », *Dalloz-étudiant*, 22 mars 2021.

« Criez, sifflez au cours d'une grève... mais en dehors de l'entreprise », note sous Soc. 10 février 2021, n° 19-14021, *Dalloz étudiant*.

« À défaut d'accord » : obligation ou faculté de tenter de négocier ? note sous Cass. Soc. 13 janvier 2021. *Dalloz étudiant*.

Rémy Prouvèze

« Immunité de juridiction contre droit au juge. Une tentative (réitérée mais toujours infructueuse) de remise en cause de la notion immunitaire devant la CEDH », *Les Cahiers du CRJFC*, 2, juin 2021, p. 39-53.

Xiaowei Sun

« Le vivre-ensemble en Chine », in Christophe Bouriau, André Moine et Marie Rota (dir.), *Le vivre ensemble saisi par le droit*, Pedone, 2021, p. 309-322.

Catherine Tirvaudey

Le rôle du juge en matière de MARD/PRD. Regards croisés Québec, Suisse, Belgique, France, PUFC, 2021.



« L'amiable, une boîte à outils pour les sociétés », Marie-Christine Sordino, Christine Lebel, Karine Rodriguez, Marie-Andrée Rakotovahiny, Catherine Malecki (dir.), *Rencontres multicolores autour du Droit : Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibirila*, Presses universitaires de Toulouse 1-Capitole, 2021, p. 3295.

Fascicule « Saisie attribution formule », Mise à jour *Encyclopédie des huissiers de justice*, LexisNexis.

Fascicule « Mise en état » *Mise à jour Encyclopédie des huissiers de justice*, LexisNexis.

Fascicule compétence Jurisclasseur « procédure civile » LexisNexis Mise à jour : « Taux de compétence et taux du ressort en matière civile » (650-75) ; « Compétence territoriale en matière civile » (650-80) ; « Prorogation de compétence » (650-85) ; « Exception d'incompétence » (650-90) ; « Exceptions de litispendance et de connexité » (650-95).

Jurisclasseur « procédure civile » Mise à jour fascicule : « Mesures conservatoires » (synth. 890) ; « Compétence administrative » (synth. 80) ; « Compétence judiciaire » (synth. 90).

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2021

■ **La société civile et la protection juridique de l'environnement et de la santé (ENVISANTÉ)** (dir. Amanda Dubuis et Béatrice Lapérou-Schneider), 16-17 septembre



■ **L'articulation entre la médiation et l'arbitrage : concurrence ou complémentarité ?** (dir. Filali Osman). Webinaire, 23 septembre

■ **Olympisme et droit : la gouvernance des instances de l'olympisme** (en partenariat avec le CEROU) (dir. Eric Monnin, Pascal Kamina, Béatrice Lapérou-Schneider), 24 septembre

■ **Conférence de l'AFED (Association française d'économie du droit)** (en partenariat avec le CRESE) (dir. Yves Oytana, Marc Deschamps, Catherine Tirvaudey), 14-15 octobre

■ **L'accès au juge. 4^e journée des doctorants**, 9 novembre

■ **Les inégalités territoriales saisies par le prisme financier** (dir. Matthieu Houser), 25 novembre

Toutes les manifestations scientifiques du CRJFC sont ouvertes et peuvent faire l'objet d'une validation au titre de la formation continue (avocats, notaires, huissiers...). Les programmes et les informations sont disponibles sur le site du CRJFC.

Manifestations 2^e semestre 2021

Appel à contributions

Élevage, bientraitance/maltraitance animale dans l'Arc jurassien (dir. Renaud Bueb et Jérôme Melet). Appel à contributions pour une journée d'études, Besançon, 3-4 mars 2022

Alors que la condition animale devient une cause sociétale, envahissant les médias, énervant les émotions et les militantismes de toutes sortes, il importe de l'aborder avec raison. Tel est le but de cet appel à contributions pour notre journée d'étude. Prendre du recul et réfléchir à un des aspects de ce vaste débat : l'élevage. La réflexion est ouverte.

Parce que toute question de société s'enracine dans un passé, on commencera par aborder la dimension historique. Quelles étaient jadis les conditions de l'élevage et leur contexte ?

Il sera intéressant d'éclairer les causes de leur évolution. L'élevage est un mode de production agricole : un éclairage économique sera le bienvenu. Les juristes apporteront leur expertise, puisque les activités humaines sont encadrées par le droit. On insistera sur la **bientraitance et la maltraitance**, le rapport de l'homme à l'animal, le rapport des conditions d'élevage au bien-être animal qui fait l'objet des actuelles controverses.

Enfin, la réflexion et la mise en distance n'a de sens qu'au regard du réel, de la pratique et du vécu des acteurs de la filière qui seront sollicités : agriculteurs, éleveurs, vétérinaires, organisations professionnelles, sans oublier les militants de la cause animale. **L'espace local jurassien (Franche-Comté - Suisse), terres d'élevage**, sera privilégié, sans exclure d'autres expériences.

Enfin, il est rappelé que l'objectif de cette réflexion commune n'est pas de servir de tribune aux uns ou aux autres, de promouvoir une cause ou une autre, mais bien de s'arrêter, de prendre du recul, et d'apporter des arguments au débat, dans la diversité respectueuse et la pluralité des approches et des opinions.

Les pistes pouvant être notamment explorées...

La notion d'élevage : poser le sujet et le vocabulaire, approche sémantique, philosophique, théologique, biologique, vétérinaire (les maladies de l'élevage). Qu'est-ce que l'élevage ? Bien-être/mal-être animal ? Liberté et autonomie dans un cadre contraint : animaleries, élevage et captivité, animaux de spectacles, zoos, élevage intensif, industriel, etc...

Regard historique sur l'élevage : dans des dimensions tenant à l'anthropologie, l'histoire, la sociologie, l'économie, et toute science humaine. On pourra entre autres évoquer les haras, la sélection (l'affaire des Richémistes), les épizooties, le droit pénal de la protection des animaux domestiques, animaux de guerre (chiens, pigeons). Les approches souligneront le questionnement bientraitance/maltraitance.

L'élevage en tant que système de production : condition animale/rentabilité économique ; organisation des filières, modèles économiques et sanitaires, marchés, nourriture de bétail

Encadrement juridique de l'élevage : choix de règles, finalité des lois, efficacité, conflits de droit et d'intérêts, réglementation et encadrement sanitaire, importation et exportation d'animaux, etc.

Engagements politiques et sociétaux : contexte général, militants animaliers, lobbies, associations et réseaux d'influence, réaction des professions, débat public, projets de réformes, etc.

Échéances :

Avant le 15 septembre 2021 : **adresser une proposition de 3000 signes (max.) accompagnée d'une éventuelle bio-bibliographie à : [renaud.bueb\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:renaud.bueb@univ-fcomte.fr) et [jerome.melet\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:jerome.melet@univ-fcomte.fr)**

Autour du 30 septembre 2021 : résultat de l'appel à contributions

3-4 mars 2022 : Journée d'études (Besançon)

15 avril 2022 : Restitution des contributions

Automne 2022 : Publication des actes

Des tables rondes avec les professionnels seront organisées et retranscrites dans le cadre de cette journée d'étude.

Informations :

[renaud.bueb\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:renaud.bueb@univ-fcomte.fr) et [jerome.melet\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:jerome.melet@univ-fcomte.fr)

**Appel à
contributions**



Soutenances de thèses



Clément-Marie Tholozan,
Les sociétés du Code de la construction et de l'habitation comme instruments privilégiés de réalisation d'une opération de promotion immobilière (dir. Jean-Philippe Tricoire, Aix-Marseille Université)

Une personne physique peut-elle mener une opération de promotion immobilière jusqu'à son terme ? Si, en théorie, la réponse apportée à cette interrogation fondamentale peut être positive, en pratique, elle sera le plus souvent négative. C'est la raison pour laquelle le législateur a progressivement déployé un arsenal de personnes morales adaptées permettant de conduire efficacement une opération de construction d'un immeuble en vue d'en faire accéder une ou plusieurs personnes à la propriété. Les sociétés de la promotion immobilière apparaissent donc comme apodictiques. D'abord, elles donnent un cadre juridique efficace à la maîtrise d'ouvrage. Ensuite, elles permettent d'associer promoteurs et investisseurs, dont la réunion des moyens et des compétences rend possible la bonne tenue de l'opération d'édification sur le plan financier. Enfin, la variété de ces sociétés et de leurs régimes juridiques respectifs permet de trouver un outil adapté à chaque situation pour la réalisation de l'opération. Ainsi, l'étude des sociétés de construction – qu'il s'agisse de celles ayant trait à la commercialisation de l'immeuble (société de construction-vente, société d'attribution) ou de celles qui empruntent le modèle coopératif – conduit à s'intéresser à des formes sociales qui permettent la réalisation d'opérations de promotion immobilière d'une certaine ampleur. Si la majorité des règles encadrant ces différentes formes de sociétés apparaissent particulièrement efficaces et adaptées, pour d'autres le constat doit être nuancé. Ainsi, les sociétés de construction connaissent un grand succès en pratique. Les sociétés d'attribution sont moins utilisées. Les formules coopératives méritent d'être mieux connues et exploitées. L'objet de la présente thèse est d'abord de présenter ces différentes structures, souvent méconnues et pourtant essentielles au bon fonctionnement du secteur de la promotion immobilière dans son ensemble. Ensuite, la thèse tente de cibler certaines limites et difficultés, qui affectent tel ou tel type de sociétés et de formuler des propositions d'amélioration chaque fois que cela est possible. Située au confluent du droit de la promotion immobilière et du droit des sociétés, la thèse a donc pour ambition d'opérer un focus modeste sur des formes de sociétés trop souvent négligées.

La soutenance de thèse (droit privé) s'est déroulée à l'UFR SJEPEG (pour le doctorant) et en visioconférence, le 18 mars 2021. Le jury de thèse était composé de : François Colonna d'Istria (CNAM Paris), Pascal Kamina (UBFC, CRJFC), Mélanie Painchaux (CNAM Paris), Frédéric Rouvière (Aix-Marseille Université).

Michel Di Martino,
Efficiences et difficultés du droit des procédures collectives (dir. Christine Lebel)

Il existe de remarquables ouvrages et études qui traitent de l'aspect juridique des procédures amiables et collectives, dans le cadre des entreprises en difficulté. Toutefois, rares (pour ne pas dire inexistantes) sont ceux qui traitent également des aspects financiers, comptables

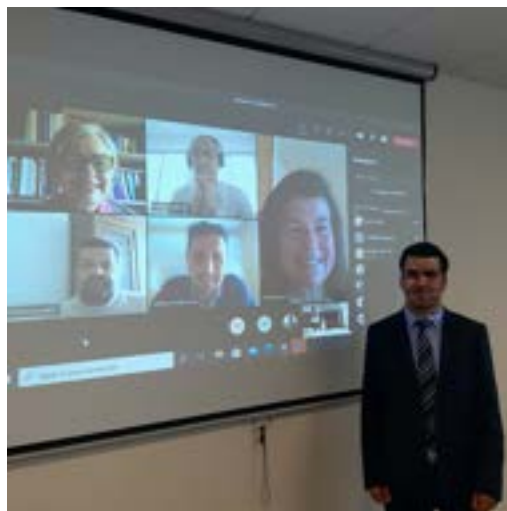


et fiscaux, qui sont pourtant des aspects importants, lors du déroulement de ces procédures. Cette thèse mémoire, originale, traitera sous forme de thématiques très pratiques des difficultés rencontrées dans les procédures, en apportant des solutions : En clarifiant des thématiques pas faciles à comprendre. En mettant en avant des problématiques qui méritent d'être mieux précisées et qui pourraient faire l'objet de plus de détails de la part du législateur. En commentant et en expliquant la répercussion financière des textes. Le droit français des procédures collectives est remarquable, faut-il encore savoir bien mesurer ses incidences sur le plan financier. Quelques exemples de thèmes traités : Bilan et cessation de paiements ; Traitement des intérêts et des prêts dans le plan (prêt in fine, à taux variable) ; Cas particulier de la TVA sur encaissements en procédure collective ; Liaison entre le besoin en fonds de roulement et la

cessation de paiement ; Effet d'une procédure collective sur la restructuration financière de l'entreprise ; L'anatocisme des intérêts ; La poursuite des concours bancaires ; La levée de l'interdiction bancaire ; Le sort de la cotisation RSSI du gérant majoritaire de SARL en procédure collective, etc. L'originalité de cette thèse en VAE est donc de traiter plusieurs thèmes et situations pratiques dans le domaine de la gestion des entreprises en difficulté et non pas de développer et d'approfondir comme à l'habitude, un seul sujet.

La soutenance de thèse (VAE, droit privé) s'est déroulée le 29 mars 2021 à l'UFR SJPEG. Le jury de thèse était composé de : Jean-Pierre Legros (Université de Franche-Comté), Vincent Perruchot-Triboulet (Aix-Marseille Université), Régis Vabres (Université de Lyon 3), Jocelyne Vallansan (Université de Caen), Denis Voinot (Université de Lille).

Babak Ghaedi,
L'accession par déclaration unilatérale à l'indépendance vue par le droit international (dir. Leila Lankarani)



La déclaration unilatérale d'indépendance étant en soi un acte politique, elle constitue en toute logique un phénomène extra-juridique. Il n'en demeure pas moins qu'elle produit des effets juridiques à l'égard desquels le droit international ne peut rester indifférent. L'étude des déclarations unilatérales d'indépendance lors des processus de décolonisation et de démembrement et aussi les déclarations unilatérales d'indépendance d'entité situées à l'intérieur d'État issu de la décolonisation et du démembrement permet de confronter les questions théoriques (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, intégrité territoriale, sécession, non-intervention, reconnaissance d'État) à la pratique des États. Leurs positions semblent le plus souvent guidées par leurs intérêts particuliers, parfois au détriment du respect des normes de droit international.

La soutenance de thèse (droit public), s'est déroulée à l'UFR SJPEG (pour le doctorant) et en visioconférence, le 28 avril 2021. Le jury de thèse était composé de : Olivier Dubos (rapporteur) (Université de Bordeaux), Christian Mestre (rapporteur) (Université de Strasbourg), Mathieu Petithomme (Université de Bourgogne Franche-Comté) et Nathalie Ros (Université de Tours).

Soutenances de thèses

Nomination

Béatrice Lapérou-Schneider devient Professeure de droit privé à compter du 1^{er} septembre 2021.

Départ

Pascal Kamina, Professeur de droit privé, part à l'Université de Lyon III. Le CRJFC remercie Pascal Kamina pour les années passées tant à l'UFR SJEPEG qu'au laboratoire et lui souhaite le meilleur dans sa nouvelle université.



Professeurs invités

Le Professeur Amissi Melchiade Manirabona, spécialiste de droit pénal et de droit pénal international à l'Université de Montréal, a assuré ses enseignements en janvier-février 2021.

Pour l'année universitaire prochaine, est annoncée la venue en février 2022 du Professeur Daniele Negri, spécialiste de droit pénal à l'Université de Ferrara.

La Professeure Marie-Claude Rigaud, de l'Université de Montréal, a été promue à la Cour Supérieure du Canada. Ses nouvelles fonctions ne lui permettent plus d'assurer des charges d'enseignements.

Contrats doctoraux

Le CRJFC fait part de l'arrivée de deux nouveaux doctorants contractuels (contrats ministériels) :

Tatiana Roux a obtenu un contrat doctoral pour le sujet de Alexandre Ciaudo, Les libertés publiques à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme.

Arthur Guyot a obtenu un contrat doctoral pour le sujet de Olympe Dexant-de Bailliencourt, L'actionnariat familial des sociétés cotées.

Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté

Direction : Béatrice Lapérou-Schneider (maître de conférences HDR en droit privé)

ITRF : Laurent Kondratuk

Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex

tél. : +33 (0)3 81 66 66 08

@ : contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr

URL : www.crjfc.univ-fcomte.fr

Twitter : @Labo_Crjfc

archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>

Conception, mise en page : Lydie Branget (UFR SJEPEG)